



LE SECTEUR CANADIEN DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT EN CHIFFRES

Analyse de l'incidence économique.

Aperçu

- ♦ Au Canada, l'apport direct du secteur des fonds communs de placement a atteint 5,8 milliards de dollars de PIB réel en 2012, soit autant que le transport aérien.
- ♦ L'empreinte économique totale du secteur des fonds communs de placement — y compris les répercussions sur la chaîne d'approvisionnement et les effets induits — s'est élevée à 17 milliards de dollars en 2012.
- ♦ De façon directe et indirecte, le secteur soutient 192 600 emplois, tout en contribuant pour 12,6 milliards de dollars au revenu primaire des ménages et pour 2,3 milliards aux bénéfices des sociétés.

RÉSUMÉ

Le secteur des fonds communs de placement occupe, au sein de l'économie canadienne, une place importante qui ne cesse de grandir. Selon des données d'Investor Economics, la valeur des actifs gérés par ce secteur au Canada est passée de moins de 100 milliards de dollars avant 1993 à 920 milliards en mai 2013. Les fonds communs de placement contribuent grandement à faciliter l'épargne et l'investissement, car ils garantissent l'accès aux marchés financiers et permettent aux particuliers de diversifier leurs portefeuilles de placements en regroupant leurs capitaux.

Le secteur joue non seulement un rôle d'une importance indéniable dans l'épargne et l'investissement, mais il apporte aussi une contribution directe à l'économie

canadienne. La présente étude a pour but de mettre en évidence cette valeur économique ajoutée en mesurant la contribution directe du secteur à l'économie, puis en quantifiant les effets indirects (sur la chaîne d'approvisionnement) et induits de ce dernier, afin d'en définir l'empreinte économique totale.

À partir d'estimations de recettes fournies par Investor Economics et de données émanant de Statistique Canada, le Conference Board du Canada a estimé que le secteur des fonds communs de placement au Canada avait fourni des emplois directs à 63 242 personnes et produit directement 5,8 milliards de dollars de PIB réel en 2012.

Pour donner une idée de ce que ce dernier chiffre signifie, signalons qu'en 2012, la valeur du PIB directement attribuable au secteur des fonds communs de placement était tout juste inférieure à celle du secteur de la fabrication d'aéronefs, à peu près équivalente à celle du secteur du transport aérien et supérieure à celle du secteur forestier et d'industries diverses comme les stations-service vendant du carburant au détail.

S'il est vrai que le secteur des fonds communs de placement a une incidence directe notable, son incidence véritable, elle, est beaucoup plus importante lorsqu'on tient compte des répercussions sur la chaîne d'approvisionnement et des effets induits. De fait, la sous-catégorie à laquelle appartiennent ces fonds dans la classification des industries a le multiplicateur économique le plus élevé de toutes les sous-catégories du secteur des finances, de l'assurance et de l'immobilier.

Par conséquent, après calcul de ses effets indirects (sur la chaîne d'approvisionnement) et induits, le secteur des fonds communs de placement a laissé une empreinte économique totale de 17 milliards de dollars en 2012. L'activité économique engendrée par le secteur a soutenu en tout 192 600 emplois, tout en contribuant pour 12,6 milliards de dollars au revenu primaire des ménages et pour 2,3 milliards aux bénéfices des sociétés. Le revenu tiré de l'activité économique du secteur a également enrichi les coffres des gouvernements fédéral

et provinciaux. En effet, au total en 2012, le solde budgétaire du gouvernement fédéral s'est accru de 3,9 milliards de dollars et les soldes budgétaires des provinces de 3,1 milliards.

INTRODUCTION

Le secteur des fonds communs de placement occupe une place importante au sein de l'économie canadienne. Depuis les années 1990, les investissements gérés par de tels fonds se sont multipliés de façon exponentielle. Les fonds communs de placement rendent l'investissement plus facile pour les ménages et fournissent des capitaux pour les investissements des entreprises, dont la grande majorité sont faits au pays.

Tout en aidant les Canadiens à épargner et en stimulant l'investissement de capitaux au Canada, le secteur des fonds communs de placement engendre sa propre activité économique. La présente note d'information dévoile les conclusions d'une étude du Conference Board qui visait à quantifier l'incidence de cette activité pour permettre de mieux comprendre la contribution du secteur des fonds communs de placement à l'économie canadienne. La portée de l'étude a été limitée au calcul de l'apport direct à valeur ajoutée du secteur et de ses effets indirects et induits. La somme de ces incidences révèle l'empreinte économique totale du secteur canadien des fonds communs de placement. Dans cette étude, nous n'avons pas essayé de quantifier les retombées potentielles sur l'économie de la contribution du secteur à l'épargne des ménages et à l'investissement des entreprises.

La prochaine section présente une analyse générale du secteur des fonds communs de placement au Canada, de même que nos estimations de son incidence directe sur l'économie. Elle est suivie d'une description de la méthode utilisée pour quantifier l'empreinte économique du secteur — la somme de ses effets directs, indirects et induits sur l'activité économique — et des résultats.

Définitions

Effets directs, indirects et induits : Les effets économiques directs reflètent la valeur ajoutée des sociétés de fonds communs de placement. Les effets indirects s'entendent des retombées sur la chaîne d'approvisionnement et témoignent de la valeur ajoutée dans les entreprises qui fournissent directement des produits ou des services au secteur des fonds communs de placement. Enfin, les effets induits correspondent au gain économique réalisé lorsque les bénéficiaires des entreprises qui profitent des retombées directes et indirectes, et les salaires des employés qui y travaillent, sont dépensés dans l'économie.

PIB : Le PIB sert à mesurer la production dans une région, pendant une durée déterminée. Bien qu'il existe diverses façons de calculer le PIB, le concept de valeur ajoutée constitue probablement la méthode la plus intuitive.

Valeur ajoutée : On établit la valeur ajoutée (ou production nette) dans chaque secteur d'activité en calculant la différence entre les recettes totales et la somme des dépenses consacrées aux pièces, aux matériaux et aux services dans le cadre du processus de production. En faisant le total de la valeur ajoutée dans tous les secteurs d'activité d'une région, on obtiendra le PIB de cette région.

Multiplicateur économique : Le multiplicateur économique d'un secteur d'activité donné correspond au rapport entre l'incidence globale de ce secteur sur l'économie et l'activité économique qu'il engendre. Un secteur qui a un multiplicateur élevé signifie qu'il a d'importantes répercussions sur l'économie par rapport à l'activité économique qui lui est directement attribuable.

Selon des données d'Investor Economics, la valeur des actifs sous gestion dans le secteur des fonds communs de placement est passée de moins de 100 milliards de dollars avant 1993 à 920 milliards en mai 2013¹. Cette hausse marquée de la valeur des actifs sous gestion résulte d'un certain nombre de tendances, comme les faibles taux d'intérêt, des conditions d'investissement favorables et l'accroissement du nombre d'investisseurs — les baby-boomers ayant amorcé leur période de vie la plus propice à l'épargne durant les années 1990.

La valeur des actifs sous gestion permet d'estimer l'importance des fonds communs d'immobilisations investies, mais elle ne peut servir à mesurer la contribution de ces fonds à l'activité économique. Le secteur des fonds communs de placement compte trois volets d'activités principaux qui lui permettent de créer de la valeur dans l'économie : la gestion des fonds, la distribution des fonds et les fonds eux-mêmes. La plus grande part de la valeur ajoutée attribuable au secteur provient de la gestion et de la distribution des fonds, mais un fonds entraîne lui-même des répercussions sur la chaîne d'approvisionnement, du côté des services juridiques et comptables. La gestion des fonds engendre de la valeur dans l'économie au moyen d'activités de gestion des portefeuilles, alors que le canal de distribution en crée sous la forme de conseils de courtiers en vue de la vente de fonds communs de placement.

La contribution directe du secteur des fonds communs de placement à l'économie canadienne a été estimée à 5,8 milliards de dollars en 2012, en hausse par rapport à 4,5 milliards de dollars en 2005.

La présente étude avait pour but de quantifier la valeur ajoutée qu'apportent les fonds communs de placement et de mesurer les effets directs, indirects (sur la chaîne d'approvisionnement) et induits de ce secteur. Comme nous l'avons mentionné, le secteur contribue aussi à l'économie en facilitant l'épargne et l'investissement. Ainsi, d'après une récente recherche du CIRANO, les investisseurs qui ont recours aux services de conseillers

1 Investor Economics.

LE SECTEUR CANADIEN DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

La transition progressive des régimes de retraite à prestations déterminées aux régimes de retraite à cotisations déterminées a incité un plus grand nombre de personnes à planifier elles-mêmes leur retraite — et les fonds communs de placement comptent parmi les principaux instruments à la disposition des ménages pour épargner en vue de la retraite. Un fonds commun de placement est une collection de placements faits au moyen de la mise en commun de fonds provenant de différents investisseurs. En regroupant les capitaux des investisseurs, les fonds communs de placement facilitent l'accès aux marchés financiers et permettent aux particuliers de diversifier leurs portefeuilles de placements.

financiers ont des actifs plus importants que les autres, qui ne sont pas guidés, et la répercussion sur l'actif augmente en proportion de la durée pendant laquelle les conseils sont donnés².

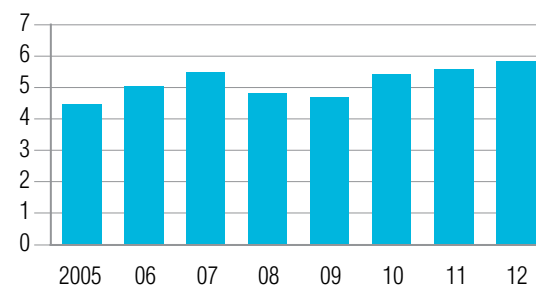
Comme la portée du présent projet se limitait à la valeur ajoutée économique, nous avons surtout tenté dans la première partie de notre recherche d'évaluer la contribution directe du secteur des fonds communs de placement à l'économie canadienne. Il n'existe pas de données ventilées sur la valeur ajoutée réelle (ajustée selon l'inflation) du secteur des fonds communs de placement, et il faut donc estimer celle-ci à partir de différentes sources de données. (Pour une explication du calcul utilisé pour estimer la valeur du PIB dans le secteur des fonds communs de placement, voir la section « Méthode » à la page 5.) Le Conference Board estime que la contribution directe du secteur des fonds communs de placement à l'économie canadienne a été de 5,8 milliards de dollars en 2012, en hausse par rapport à 4,5 milliards en 2005. (Voir le graphique 1.) Il s'agit d'un taux de croissance composé moyen de 3,9 p. 100 par année de 2006 à 2012, ce qui représente de solides gains par rapport à la croissance annuelle moyenne, de seulement 1,5 p. 100, de l'ensemble de l'économie pendant la même période. Selon les estimations, compte tenu des multiplicateurs de l'emploi qui sont associés à cette industrie, le secteur des fonds communs de placement avait fourni des emplois directs à temps plein à 63 242 personnes en 2012. Dans ce contexte, le « secteur » fait référence aux entreprises dont la *principale* activité consiste en la gestion ou la distribution de fonds communs.

Pour donner une idée de l'importance relative du secteur des fonds communs de placement au Canada, signalons qu'en 2012, la valeur du PIB qui lui était directement attribuable était tout juste inférieure à celle du secteur de la fabrication d'aéronefs, à peu près équivalente à celle du secteur du transport aérien et supérieure à celle du secteur forestier et d'industries diverses comme les vendeurs d'essence au détail. (Voir le tableau 1.)

2 Montmarquette et Viennot-Briot, *Econometric Models*, p. 9.

Graphique 1

Le secteur canadien des fonds communs de placement : PIB réel
(en milliards de dollars enchaînés de 2007)



Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada; Investor Economics.

Tableau 1

PIB réel en 2012 de certaines industries canadiennes
(en millions de dollars enchaînés de 2007)

Collèges communautaires et cégeps	7 229
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	7 086
Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	6 433
Fonds communs de placement	5 817
Transport aérien	5 656
Services de recherche et de développement scientifiques	5 276
Commerce de détail : stations-service	4 776
Fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments	4 656
Extraction de minerais non métalliques	4 274
Publicité, relations publiques et services connexes	3 752
Foresterie et exploitation forestière	3 746
Service postal	3 018

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada; Investor Economics.

En plus de ses retombées directes élevées, le secteur des fonds communs de placement contribue beaucoup à l'économie par son importante incidence indirecte, sur la chaîne d'approvisionnement — beaucoup plus que de nombreux autres secteurs des services. D'après la classification des industries dont se sert Statistique Canada, le secteur des fonds communs entre dans la catégorie

des « valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes et fonds et autres instruments ». Comme le montre le tableau 2, cette sous-catégorie se distingue par l'un des plus gros multiplicateurs indirects de l'industrie des services. (Les multiplicateurs indirects, ou de type 1, montrent la contribution directe et indirecte totale au PIB d'un secteur, en tant que multiples de son PIB direct.) Or, un secteur se caractérisant par un multiplicateur économique plus élevé entraîne un plus grand effet secondaire pour chaque accroissement de son PIB. D'après les multiplicateurs du tableau, une hausse de 1 million de dollars du PIB d'un secteur dans la catégorie des « valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes et fonds et autres instruments » a des retombées indirectes supplémentaires de 1,3 million de dollars. L'accroissement total est donc de 2,3 millions.

Le tableau 2, qui présente les multiplicateurs indirects du PIB, établit des comparaisons intéressantes entre divers secteurs de l'industrie des services. Cependant, ces multiplicateurs ne saisissent pas entièrement l'incidence du secteur des fonds communs de placement sur l'économie. C'est pour combler cette lacune que la section « Résultats » de cette note d'information a été élargie, afin de rendre compte à la fois des répercussions économiques indirectes et dérivées, ou de l'empreinte économique totale, du secteur.

MÉTHODOLOGIE

Notre étude avait pour but de quantifier l'empreinte économique totale du secteur des fonds communs de placement. Il est possible d'estimer les répercussions économiques d'une industrie au moyen de modèles économiques qui nous aident à comprendre les effets des variations de l'activité dans un secteur sur l'ensemble de l'économie. Bien évidemment, l'effet le plus apparent est l'activité économique directement attribuable à un secteur (effets directs), surtout associée aux salaires des personnes directement employées par le secteur et aux bénéficiaires des sociétés de ce secteur. Notons aussi que les activités normales d'un secteur génèrent une demande d'intrants en provenance d'autres secteurs

Tableau 2

Multiplicateurs de type 1 du secteur des services (répercussions directes et indirectes totales sur le PIB par rapport au PIB direct)

Transport aérien	2,6
Présentation de films et de vidéos	2,4
Transport par eau	2,4
Valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes et fonds et autres instruments	2,3
Bureaux d'agents et de courtiers immobiliers et activités liées à l'immobilier	1,9
Sociétés d'assurance	1,9
Autorités monétaires — banque centrale	1,7
Coopératives de crédit et caisses populaires locales	1,6
Bailleurs de biens immobiliers	1,5
Agences, courtiers d'assurance et autres activités liées à l'assurance	1,4
Activités bancaires et autres activités d'intermédiation financière par le biais de dépôts	1,3

Source : Statistique Canada, multiplicateurs nationaux d'entrées-sorties, fiche d'agrégation de 2008.

(effets indirects ou sur la chaîne d'approvisionnement) et que les revenus découlant de cette activité sont à l'origine de nouvelles dépenses dans l'économie (effets induits). Ces types de répercussions sont décrits un à un dans cette section.

L'effet direct, surtout associé aux salaires des personnes directement employées par le secteur et aux bénéficiaires des sociétés de ce secteur, est le plus apparent.

Comme les données sectorielles de Statistique Canada étaient trop agrégées pour les fins de cette étude, le Conference Board a mandaté Investor Economics de lui en fournir d'autres, sur les actifs des fonds, le nombre d'entreprises, les revenus et les recettes fiscales attribuables au secteur des fonds communs de placement. Les données obtenues auprès d'Investor Economics portaient exclusivement sur ce secteur et

excluaient les fonds négociés en bourse, les sociétés à capital de risque de travailleurs et les séries de fonds institutionnelles.

La première étape de l'analyse de l'empreinte a consisté à déterminer les répercussions directes du secteur des fonds communs de placement. Nous avons pu estimer la production brute du secteur à partir des données sur les recettes fournies par Investor Economics. De fait, la production brute correspond à peu près à la valeur totale des ventes au cours d'une période donnée. Les données sur la production brute ont ensuite été remaniées à l'aide des tableaux des multiplicateurs nationaux d'entrées-sorties de Statistique Canada, qui montrent les relations entre, d'une part, la production brute et, d'autre part, le PIB et l'emploi, par secteur. Ce mode de calcul a permis au Conference Board de produire des estimations du PIB direct et de l'emploi directement attribuables au secteur canadien des fonds communs de placement³.

Munis d'une estimation du PIB direct du secteur des fonds communs de placement, nous avons pu en estimer l'empreinte économique totale. Pour analyser cette empreinte, il nous a fallu d'abord trouver les principaux liens de la chaîne d'approvisionnement du secteur des fonds communs de placement, puis quantifier les répercussions du secteur sur les grands indicateurs économiques, comme le PIB, l'emploi, les revenus et les recettes publiques. Dans notre étude, l'analyse de l'empreinte couvrait l'ensemble des effets, soit :

- ♦ **les effets directs**, ou la valeur ajoutée à l'économie par le secteur des fonds communs de placement qui est directement attribuable à la main-d'œuvre (salaires gagnés) et aux bénéfices des sociétés;
- ♦ **les effets indirects**, ou la valeur ajoutée que les entreprises à l'origine des « effets directs » engendrent dans l'économie par la demande d'intrants intermédiaires ou d'autres services de soutien. Par exemple, l'activité dans le secteur des fonds communs crée une demande de services juridiques et d'autres services financiers;
- ♦ **les effets induits**, lesquelles se produisent lorsque les employés des industries susmentionnées dépensent leurs gains et les propriétaires, leurs bénéficiaires. Ces achats se traduisent à leur tour par une augmentation de l'emploi, des salaires, des revenus et des recettes fiscales, et les effets se font sentir dans tout un éventail d'industries.

Pour calculer les effets indirects (liens dans la chaîne d'approvisionnement) du secteur des fonds communs de placement sur l'économie, le Conference Board s'est servi des résultats de simulations basées sur le modèle national d'entrées-sorties de Statistique Canada pour guider ses propres simulations au moyen des modèles qu'il a lui-même mis au point. Le modèle d'entrées-sorties illustre les relations établies à l'intérieur d'une économie et décrit les différents liens entre les secteurs dans la chaîne d'approvisionnement. Il est possible de demander à Statistique Canada de procéder à une simulation des entrées-sorties en augmentant ou en diminuant la production dans un secteur donné afin d'obtenir les effets directs ainsi que les liens directs avec la chaîne d'approvisionnement associés à ce secteur. Pour cette étude, Statistique Canada a eu le mandat d'accroître la production dans la catégorie des « valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes et fonds et autres instruments ». Le Conference Board a ensuite utilisé les résultats tirés de cette simulation des entrées-sorties pour évaluer les liens avec la chaîne d'approvisionnement du secteur des fonds communs de placement.

Bien que les estimations des entrées-sorties fournissent une description très détaillée des liens établis avec la chaîne d'approvisionnement, le Conference Board s'est aussi servi de son modèle national, qui a l'avantage de mesurer l'incidence économique des revenus supplémentaires découlant des variations des salaires et des

3 Statistique Canada ne produit pas de multiplicateur estimatif pour le seul secteur des fonds communs de placement. Les multiplicateurs utilisés pour l'industrie dans cette étude sont ceux de la catégorie « valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes et fonds et autres instruments » (SCIAN 52A), car les fonds communs de placement en constituent un sous-ensemble. D'après nos estimations, au cours des cinq dernières années, le secteur des fonds communs de placement représentait, en moyenne, 33 p. 100 du PIB total de la catégorie SCIAN 52A.

bénéfices. Ce modèle prévisionnel national a donc été utilisé pour évaluer les effets induits supplémentaires sur l'économie et donc d'estimer l'empreinte économique totale du secteur canadien des fonds communs de placement dans l'économie canadienne au cours de la période de 2008 à 2012⁴. (Voir l'annexe B pour une description du modèle prévisionnel national du Conference Board.)

RÉSULTATS

Le PIB réel du secteur des fonds communs de placement a atteint 5,8 milliards de dollars en 2012. Il s'agissait de la contribution directe des ventes, des emplois et des recettes fiscales engendrés par les sociétés de capitaux et les entreprises individuelles dans ce secteur. Cependant, les retombées économiques entières du secteur sont beaucoup plus vastes lorsqu'on tient aussi compte des effets indirects (exercées sur la chaîne d'approvisionnement) et induits. Les effets indirects reflètent la demande de biens et de services, sous la forme d'intrants, que vient engendrer le secteur des fonds communs de placement dans la chaîne d'approvisionnement. Les effets induits surviennent lorsque les employés du secteur des fonds communs de placement, et d'autres employés qui y sont liés par la chaîne d'approvisionnement, dépensent leurs salaires à l'achat de biens et de services. Ces dépenses ont des retombées économiques supplémentaires, créant de nouveaux emplois et activités dans d'autres secteurs de l'économie. La somme des effets directs, indirects et induits correspond à l'empreinte économique du secteur ou à sa contribution globale à notre économie.

Le Conference Board estime que l'empreinte économique totale du secteur des fonds communs de placement s'est élevée en 2012 à 17 milliards de dollars, ou à 1 p. 100 du PIB total (mesuré selon les prix du

4 Les données sur le PIB réel de Statistique Canada ont 2007 pour année de base, qui est aussi l'année de base du modèle prévisionnel national du Conference Board. Aussi, à moins d'indications contraires, toutes les données sont présentées en dollars constants de 2007 (rajustés selon l'inflation).

Tableau 3

Empreinte économique du secteur des fonds communs de placement : principaux indicateurs (effets directs, indirects et induits totales)

	2012
PIB réel aux prix du marché (en millions de dollars de 2007)	17 035
Emplois (en milliers)	192,6
Salaires hebdomadaires moyens (taux de variation)	0,1
Revenu primaire des ménages (en millions de dollars)	12 596
Bénéfices des sociétés avant impôts (en millions de dollars)	2 259
Impôt sur le revenu des particuliers (en millions de dollars)	2 268
Impôt sur le revenu des sociétés (en millions de dollars)	714
Taxes sur les produits (en millions de dollars)	2 094
<i>Part correspondant aux taxes de vente générales provinciales et fédérales</i>	1 502
Solde budgétaire de l'administration publique fédérale (en millions de dollars)	3 880
Solde budgétaire des administrations publiques provinciales (en millions de dollars)	3 065

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

marché)⁵. (Voir le tableau 3. Pour connaître les résultats de l'empreinte économique entière de 2008 à 2012, pour toutes les variables, voir l'annexe C.) Le secteur a un multiplicateur économique de 2,9, ce qui signifie que chaque hausse de 1 million de dollars du PIB réel de ce secteur équivaut à un accroissement de 2,9 millions lorsqu'on tient compte des effets indirects (chaîne d'approvisionnement) et induits.

5 Statistique Canada utilise deux types de prix différents pour mesurer le PIB : les prix du marché et les prix de base. Les prix du marché correspondent à ceux des transactions. Ils servent à mesurer le PIB en fonction des revenus et des dépenses. Les chiffres du secteur relatifs au PIB sont mesurés en prix de base, qui représentent la somme reçue par le producteur, moins les impôts, plus les subventions. Comme les chiffres sectoriels reposent sur une différente série de prix, les estimations du PIB s'y rapportant diffèrent de celles obtenues à partir des prix du marché.

L'accroissement total de l'activité économique attribuable au secteur des fonds communs de placement a soutenu 192 600 emplois en 2012. Plus élevé que le salaire moyen calculé pour l'ensemble de l'économie, les salaires dans ce secteur ont augmenté le salaire hebdomadaire moyen de 0,1 p. 100.

Les ménages et les entreprises sont des bénéficiaires du secteur des fonds communs de placement : les emplois maintenus par le secteur ont aidé à rehausser le revenu primaire des ménages de 12,6 milliards de dollars en 2012, alors que la hausse de l'activité économique a fait grimper les bénéfices des sociétés de 2,3 milliards.

Les revenus découlant du secteur des fonds communs de placement constituent aussi une importante source de recettes fiscales pour les gouvernements. En 2012, des sommes de 2,3 milliards et de 714 millions de dollars, respectivement en impôt sur le revenu des particuliers et en impôt des sociétés, ont été perçues grâce à l'activité économique soutenue par le secteur. Celui-ci a aussi généré des taxes sur les produits d'une valeur de 2,1 milliards de dollars; de cette somme, 1,5 milliard étaient attribuables aux taxes générales sur les produits et services perçues par les gouvernements fédéral et provinciaux. Les soldes budgétaires des gouvernements se sont améliorés à un rythme plus rapide que la hausse des recettes fiscales en raison d'autres facteurs, notamment la réduction des paiements d'assurance-emploi. Dans l'ensemble, le solde budgétaire du gouvernement fédéral s'est accru de 3,9 milliards de dollars en 2012 grâce au secteur des fonds communs de placement du Canada, alors que ceux des gouvernements provinciaux ont augmenté de 3,1 milliards.

Par ses retombées sur la chaîne d'approvisionnement et ses effets induits, ce secteur engendre des activités économiques dans un vaste éventail d'industries. Le tableau 4 montre l'empreinte économique globale (effets directs, indirects et induits) du secteur des fonds communs de placement par industrie. Chaque donnée indiquée dans le tableau représente l'activité globale dans cette industrie soutenue par le secteur canadien des fonds communs de placement en 2012.

Tableau 4

Empreinte économique du secteur des fonds communs de placement, par industrie (effets directs, indirects et induits totaux, en millions de dollars de 2007)

	2012
PIB total	16 200
Total des industries productrices de biens	1 039
♦ Agriculture, foresterie et pêche et chasse	57
♦ Mines	250
♦ Services publics	189
♦ Construction	110
♦ Fabrication	433
Services aux entreprises	14 787
♦ Commerces de gros et de détail	793
– Commerce de gros	314
– Commerce de détail	478
♦ Transport et entreposage	372
♦ Services de l'information et industrie culturelle	590
♦ Finances, assurances et services immobiliers	10 989
– Intermédiation financière et autorités monétaires	1 468
– Sociétés d'assurance, autres activités d'investissement financier connexes et autres instruments financiers	8 518
– Services immobiliers, de location et de location à bail	1 003
♦ Services professionnels, scientifiques et techniques	916
♦ Autres services aux entreprises	1 128
Secteur public	374
PIB direct du secteur des fonds communs de placement	5 817

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Comme l'indique le tableau 4, la plus forte augmentation du PIB enregistrée en 2012 dans la catégorie des « finances, assurance et immobilier » s'est produite dans la sous-catégorie « sociétés d'assurance, autres activités d'investissement financier connexes et autres instruments financiers ». Cette augmentation était marquée parce qu'on a tenu compte des répercussions directes du secteur des fonds communs de placement ainsi que d'importantes retombées sur la chaîne

d'approvisionnement, attribuables à des services comme la gestion de portefeuilles et la prestation de conseils en matière de placements. Deux autres sous-catégories de la catégorie « finances, assurance et immobilier » ont affiché d'importantes augmentations : « intermédiation financière et autorités monétaires » ainsi que « services immobiliers, de location et de location à bail ». La catégorie « services professionnels, scientifiques et techniques » a vu son PIB augmenter de 916 millions de dollars, principalement en raison des retombées du côté des services juridiques, comptables et de la paye. La catégorie « autres services aux entreprises » s'est accrue de 1,1 milliard de dollars, sous l'effet de la demande de services de soutien administratif ainsi que de services d'hébergement et de restauration.

Le solde budgétaire du gouvernement fédéral s'est accru de 3,9 milliards de dollars en 2012 grâce au secteur des fonds communs de placement du Canada; ceux des gouvernements provinciaux ont augmenté de 3,1 milliards.

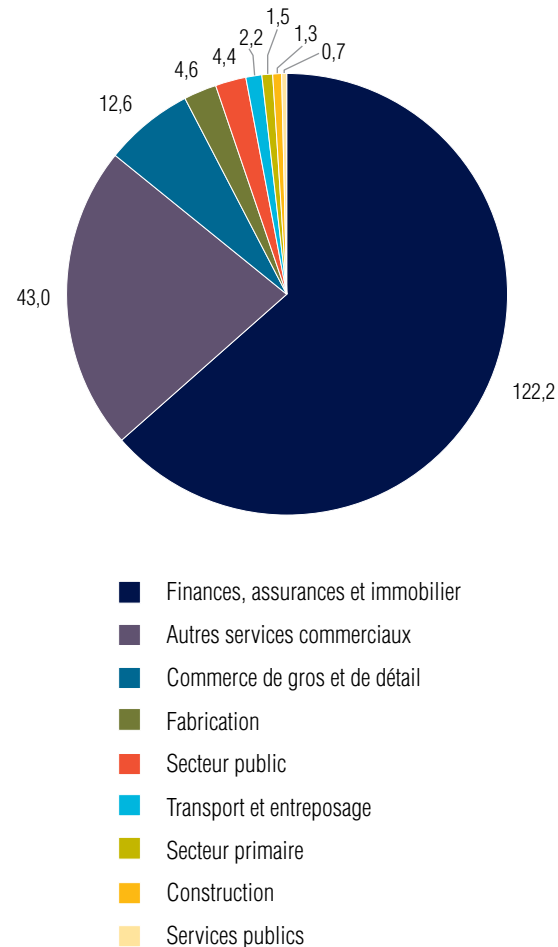
Les 192 600 emplois soutenus par le secteur des fonds communs de placement en 2012 se trouvaient surtout dans la catégorie des finances, de l'assurance et de l'immobilier, qui, par ses retombées directes, indirectes et dérivées, soutient un peu plus de 122 000 emplois. (Voir le graphique 2.) D'autres gains notables ont été observés au chapitre de l'emploi dans les services commerciaux ainsi que dans les commerces de gros et de détail. (Pour obtenir des résultats détaillés, par industrie, voir l'annexe C, tableau 8.)

RÉSUMÉ

Le secteur des fonds communs de placement a connu une forte croissance ces deux dernières décennies, comme en témoignent les actifs de 920 milliards de dollars sous gestion en mai 2013. En plus de faciliter l'épargne et l'investissement, ce secteur apporte une contribution directe à l'économie canadienne par diverses activités liées à la gestion des fonds, à leur distribution et aux fonds eux-mêmes.

Graphique 2

Répercussions sur l'emploi, par industrie, en 2012
(nombre total d'emplois directs, indirects et induits soutenus; en milliers)



Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Le Conference Board estime que la contribution directe du secteur des fonds communs de placement à l'économie canadienne a été de 5,8 milliards de dollars en 2012. Après calcul de ses effets indirects (sur la chaîne d'approvisionnement) et induits, ce secteur a laissé une empreinte économique totale évaluée à 17 milliards de dollars en 2012. Cet accroissement de l'activité économique a soutenu 192 600 emplois, tout en contribuant pour 12,6 milliards de dollars au revenu primaire des ménages et pour 2,3 milliards aux bénéfices des sociétés. L'activité économique stimulée par le secteur des fonds communs de placement a aussi entraîné

une augmentation appréciable des recettes fiscales : la hausse totale de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt des sociétés et des taxes sur les produits a totalisé 5,1 milliards de dollars.

Lorsqu'on examine les données par industrie, on constate que la majorité des effets indirects (sur la chaîne d'approvisionnement) et induits se sont produites dans l'industrie des finances, de l'assurance et de l'immobilier. Il n'en demeure pas moins que les

retombées ont été notables pour les services professionnels, scientifiques et techniques, les services de soutien administratif ainsi que la restauration et les services d'hébergement.

> Dites-nous ce que vous en pensez — évaluez cette publication.
www.conferenceboard.ca/e-Library/abstract.aspx?did=5814

Annexe A

Bibliographie

Investor Economics. *Mutual Fund MERs and Cost to Customer in Canada : Measurement, Trends and Changing Perspectives*, Toronto, Investor Economics, septembre 2012. <https://www.ific.ca/Content/Document.aspx?id=7477&LangType=1033>.

Montmarquette, Claude, et Nathalie Vienno-Briot. *Econometric Models on the Value of Advice of a Financial Advisor*, Montréal, CIRANO (Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations), juillet 2012.

Annexe B

Le modèle prévisionnel national du Conference Board

Le modèle prévisionnel national, dit le modèle de prévision à moyen terme (MPMT), est un modèle trimestriel de l'économie canadienne. Il a été conçu pour l'établissement de prévisions et de simulations à court et à moyen termes. La notion de production potentielle a récemment été intégrée au MPMT, et celui-ci peut donc désormais servir aux analyses à long terme.

Le MPMT diffère de nombreux autres modèles macroéconomiques trimestriels par la place qu'il accorde à des facteurs importants dans l'établissement de prévisions économiques à moyen terme. Parmi ces facteurs figurent la considération détaillée de la population et de sa structure par âge ainsi qu'une modélisation dissociée des prix, de l'emploi et des dépenses d'investissement. Le secteur des administrations publiques est aussi analysé de façon très détaillée dans le MPMT, qui reflète l'état le plus récent de l'environnement institutionnel.

Il existe environ 900 variables endogènes dans ce modèle, et près de 400 d'entre elles reposent sur des équations de comportements. Les variables endogènes s'entendent des nombreuses variables contenues dans les Comptes nationaux des revenus et dépenses ainsi que d'indicateurs connexes touchant la productivité, les salaires, les prix, les marchés financiers, les mouvements de capitaux internationaux et les taux de change. Plus de 600 de ces variables forment simultanément un bloc unique dans le modèle, indication de l'interdépendance importante des différents secteurs connexes.

Du millier de variables exogènes contenues dans le modèle, les plus importantes sont les indicateurs économiques étrangers et les variables liées aux dépenses et recettes publiques ainsi qu'aux caractéristiques démographiques.

Dans les catégories touchant la demande finale, les dépenses publiques sont déterminées de façon exogène. Le revenu réel disponible, les caractéristiques démographiques et les taux d'intérêt réels ont une incidence élevée sur les dépenses de consommation en biens et services. Les investissements des entreprises sont établis par le coût d'usage du capital, les bénéfices nets des sociétés et l'activité économique globale. Les taux d'intérêt réels, les revenus et certains facteurs démographiques influent sur l'investissement dans la construction résidentielle. Les importations sont largement tributaires des dépenses de consommation, de l'investissement dans les machines et le matériel ainsi que des prix relatifs. Les moteurs de l'exportation sont les prix relatifs et la demande américaine.

Le niveau de détail offert par le MPMT grâce à sa ventilation de la demande finale (à peu près en 50 catégories) est très utile pour estimer la production par industrie au moyen d'un bloc détaillé d'entrées-sorties. Le MPMT inclut les plus récentes estimations de la structure industrielle de l'économie canadienne qu'a produites Statistique Canada (elles datent de 2009). Le bloc d'entrées-sorties permet une ventilation pour plus de 60 industries.

L'emploi est modélisé en fonction de la production industrielle, de la productivité de la main-d'œuvre et des salaires. Les salaires sont plutôt modélisés en fonction de l'emploi, des attentes inflationnistes et de la productivité décalée.

Pour prévoir les prix, il est nécessaire d'estimer la production potentielle. Autrement dit, il est essentiel d'inclure le volet de l'offre dans les prévisions. L'équation comportementale de la capacité d'approvisionnement prend la forme d'une fonction de production Cobb-Douglas. La production potentielle dépend des intrants factoriels — main-d'œuvre, capital et productivité —, qui sont aussi déterminés de façon endogène. L'intrant travail est lié au taux naturel d'emploi et à la main-d'œuvre. Le stock de capital est simplement déterminé par le stock de capital à la fin de la dernière période, plus les nouveaux investissements, moins la dépréciation.

Les prix de la demande finale, y compris les déflateurs des dépenses de consommation, l'investissement et les exportations, sont non seulement influencés par les prix propres à une industrie, mais aussi par le prix repère. Le prix repère, représenté dans le MPMT comme l'indice des prix à la consommation, est surtout établi en fonction du rendement de l'économie comparativement à la production potentielle — l'écart de production. Le bloc des prix contient également un modèle de prix détaillé, qui suit des étapes de traitement établies selon une approche ascendante. Dans ce bloc, les prix des matières brutes influent sur les prix de l'industrie, qui exercent à leur tour une incidence sur les déflateurs de la demande finale et d'autres prix connexes. L'ouverture et la petite taille de l'économie canadienne font que de nombreux prix sont fixés sur les marchés mondiaux, et les prix des marchandises importées sont intégrés au bloc de prix à chacune des trois étapes de traitement.

Résultats détaillés de l'empreinte économique

Tableau 5

Empreinte économique du secteur des fonds communs de placement : principaux indicateurs (effets directs, indirects et induits totaux)

	2008	2009	2010	2011	2012
PIB réel (en millions de dollars de 2007)	13 139	13 553	14 984	16 063	17 035
PIB (en millions de dollars)	13 284	13 814	15 501	16 592	17 769
Emplois (en milliers)	164,9	181,4	187,5	186,6	192,6
Salaires hebdomadaires moyens (taux de variation)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de chômage (en pourcentage)	-0,8	-0,9	-0,9	-0,9	-0,9
Revenu primaire des ménages (en millions de dollars)	9 983	10 465	10 965	11 367	12 596
Bénéfices des sociétés avant impôts (en millions de dollars)	1 696	1 625	2 054	2 043	2 259
Impôt sur le revenu des particuliers (en millions de dollars)	1 756	1 797	1 916	2 022	2 268
Impôt sur le revenu des sociétés (en millions de dollars)	433	435	568	651	714
Taxes sur les produits (en millions de dollars)	1 538	1 711	1 876	2 000	2 094
<i>Part correspondant aux taxes de vente générales provinciales et fédérales</i>					
	1 186	1 196	1 326	1 427	1 502
Solde budgétaire du gouvernement fédérale (en millions de dollars)	3 122	3 443	3 581	3 664	3 880
Soldes budgétaires des gouvernements provinciaux (en millions de dollars)	2 180	2 380	2 632	2 834	3 065

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Tableau 6

Empreinte économique du secteur des fonds communs de placement : le PIB aux prix du marché
(effets directs, indirects et induits totaux; en millions de dollars de 2007)

	2008	2009	2010	2011	2012
Dépenses de consommation finales	12 804	13 457	15 009	16 111	17 060
Dépenses de consommation des ménages	12 802	13 453	15 018	16 132	17 095
Dépenses de consommation d'organismes sans but lucratif	0	0	0	0	0
Dépenses de consommation générales des administrations publiques	0	0	0	0	0
Investissements	2 431	2 413	2 623	2 925	3 099
Investissements des entreprises	2 427	2 412	2 624	2 928	3 106
Bâtiments résidentiels	804	973	1 050	1 138	1 235
Bâtiments non résidentiels	216	207	201	226	227
Machines et matériel	1 338	1 162	1 262	1 447	1 530
Produits de propriété intellectuelle	110	112	157	173	175
Investissements publics généraux	0	0	0	0	0
Demande intérieure finale	15 234	15 847	17 607	19 010	20 132
Investissement en stocks	24	24	27	28	29
Exportations de biens et de services	0	0	0	0	0
Moins les importations de biens et de services	2 010	2 155	2 481	2 813	2 958
Exportations nettes réelles	-2 010	-2 155	-2 481	-2 813	-2 958
PIB aux prix du marché	13 139	13 553	14 984	16 063	17 035

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Tableau 7

Empreinte économique du secteur des fonds communs de placement, par industrie
(effets directs, indirects et induits totaux; en millions de dollars de 2007)

	2008	2009	2010	2011	2012
PIB total	13 347	13 071	15 025	15 542	16 200
Total des industries productrices de biens	852	838	968	995	1 039
♦ Agriculture, foresterie et pêche et chasse	47	46	53	54	57
♦ Mines	206	201	233	239	250
♦ Services publics	156	152	176	181	189
♦ Construction	91	89	103	106	110
♦ Fabrication	353	351	404	414	433
Services aux entreprises	12 187	11 933	13 709	14 189	14 787
♦ Commerces de gros et de détail	652	637	738	759	793
– Commerce de gros	259	252	292	301	314
– Commerce de détail	394	384	445	458	478
♦ Transport et entreposage	306	299	346	356	372
♦ Services de l'information et industrie culturelle	485	474	549	565	590
♦ Finances, assurances et services immobiliers	9 064	8 876	10 183	10 546	10 989
– Intermédiation financière et autorités monétaires	1 208	1 180	1 366	1 406	1 468
– Sociétés d'assurance, autres activités d'investissement financier connexes et autres instruments financiers	7 031	6 890	7 883	8 180	8 518
– Services immobiliers, de location et de location à bail	826	806	934	961	1 003
♦ Services professionnels, scientifiques et techniques	751	740	843	883	916
♦ Autres services aux entreprises	928	907	1 050	1 080	1 128
Secteur public	308	301	348	358	374
PIB direct du secteur des fonds communs de placement	4 788	4 675	5 415	5 571	5 817

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Tableau 8

Empreinte économique du secteur des fonds communs de placement : emploi
(effets directs, indirects et induits totaux, en milliers)

	2008	2009	2010	2011	2012
Emploi total	164,9	181,4	187,5	186,6	192,6
Secteur primaire	1,2	1,2	1,4	1,4	1,5
Construction	1,1	1,1	1,2	1,3	1,3
Services publics	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Fabrication	3,7	4,0	4,3	4,4	4,6
Autres services commerciaux	33,5	34,8	39,8	41,7	43,0
Commerce de gros et de détail	10,8	11,0	12,3	12,4	12,6
Transport et entreposage	2,2	1,9	2,1	2,2	2,2
Finances, assurances et immobilier	108,2	123,2	121,6	118,3	122,2
Secteur public	3,5	3,6	4,1	4,3	4,4

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Remerciements

Le Conference Board du Canada a mené la recherche nécessaire à la production de cette note d'information. Il a bénéficié du soutien, notamment financier, de l'Institut des fonds d'investissement du Canada. Conformément aux lignes directrices qu'il a établies pour les études financées, le Conference Board a déterminé seul la structure, la méthode de recherche ainsi que le contenu de la note d'information.

Cette note d'information a été préparée par Pedro Antunes, directeur des Prévisions nationales et provinciales du Conference Board, qui a aussi assuré la gestion du projet de recherche. Alicia Macdonald, économiste à la Division des analyses et prévisions économiques du Conference Board, a mené la recherche. Le Conference Board tient à remercier Alykhan Surani, de l'IFIC, et Carlos Cardone, d'Investor Economics, pour leurs commentaires et leur apport utiles tout au long du projet.

Crédibilité. Pertinence. Leadership.

**Le secteur canadien des fonds communs
de placement en chiffres : Analyse de
l'incidence économique**

par Alicia Macdonald et Pedro Antunes



Le Conference Board
du Canada

255, chemin Smyth, Ottawa (Ontario)

K1H 8M7 Canada

Tél. 613-526-3280

Télééc. 613-526-4857

Ligne info 1-866-711-2262

conferenceboard.ca



PUBLICATION 14-166
VERSION ÉLECTRONIQUE : Gratuite

©2013 Le Conference Board du Canada.* Publié au Canada. Tous droits réservés. Entente n° 40063028.
Also available in English *Constitué sous la raison sociale d'AERIC Inc.

^{MD}Le Conference Board du Canada et le logo de la torche sont des marques déposées du Conference Board, Inc.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous aux numéros indiqués ci-dessus ou envoyez-nous un courriel à l'adresse contactcboc@conferenceboard.ca. On peut se procurer cette publication sur Internet à l'adresse www.e-library.ca

Nos prévisions et travaux de recherche reposent souvent sur de nombreuses hypothèses et différentes sources de données. Ils présentent donc des risques et des incertitudes inhérents à ce genre de travail et ne doivent pas être perçus comme des sources de conseils spécifiques en matière de placements, de comptabilité, de droit ou de fiscalité.